

Questions orales

Malheureusement, monsieur le Président, telle est la situation que nous a léguée le parti libéral. Mon collègue conviendra sans doute qu'elle a de graves conséquences et qu'il faut y remédier.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Cette déclaration n'arrangera pas les choses.

Des voix: Bravo!

* * *

LES BANQUES

LA FAILLITE DE LA BANQUE COMMERCIALE DU CANADA

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, venons-en aux faits et parlons de la faillite de la Banque Commerciale du Canada qui a alourdi le déficit d'une somme dont nous ignorons le montant. Est-ce 1 milliard, 1 milliard et demi, 2 milliards que le ministre des Finances a ainsi gaspillés? Le premier ministre peut-il nous dire à combien s'élèvera la perte pour les contribuables canadiens? Peut-il nous assurer que cette question sera renvoyée à un comité parlementaire et que le vérificateur général la soumettra à un examen indépendant?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, et comme le gouvernement l'a fait savoir par le truchement de la ministre d'État aux Finances qui a fait d'excellentes déclarations à ce sujet, nous soumettrons la question à un comité parlementaire le plus rapidement possible. Tous les députés pourront étudier chacun des aspects de cette transaction.

● (1420)

Je peux dire au député que le gouvernement s'est retrouvé dans cette nécessité parce que deux jeunes sociétés de l'Ouest ont eu besoin d'aide et que l'on a décidé de leur en accorder. Il pourra poser des questions à ce sujet en temps voulu.

Il ne fait toutefois aucun doute que ces deux sociétés ont, comme d'autres entreprises de l'Ouest, subi des torts considérables à la suite de la mise en œuvre unilatérale du programme énergétique national. C'est également une des choses que nous étudierons.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): En fait, la Chambre a été induite en erreur, y compris notre parti, lorsque nous avons soutenu le ministre des Finances pour le renflouement de cette banque. Tout cela se ramène à une question d'incompétence et au fait que le premier ministre, le ministre des Finances et même le gouverneur de la Banque du Canada ont induit la Chambre en erreur.

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS AU SUJET DES PENSIONNÉS D'AIR CANADA ET DU CANADIEN NATIONAL

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Ma question supplémentaire est en français, monsieur le Président.

Apparemment, il y avait eu des renseignements accordés aux banquiers au mois de juillet... au mois d'août... les banquiers à Toronto ainsi qu'à Montréal savaient que le gouvernement songeait à abandonner au mois de juillet la Banque canadienne commerciale à son sort. Ma question au premier ministre est celle-ci: pourquoi les pensionnés d'Air Canada, pourquoi les pensionnés du Canadien National, qui détenaient des actions dans cette banque, n'ont-ils pas été traités de la même façon que les banquiers dans ces deux grandes villes?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, effectivement j'ai déjà indiqué l'intention du gouvernement de voir à ce que le tout soit assujéti à un examen approfondi de la part des parlementaires en commission parlementaire. Je pense qu'il va de soi qu'un incident aussi important reçoive l'interrogation et l'analyse de la part de tous les députés. Le chef de l'opposition vient de porter une accusation sévère et inusitée contre le gouverneur de la Banque du Canada. Si je ne m'abuse, il dit que le gouverneur de la Banque du Canada a induit la population en erreur. Le gouverneur de la Banque du Canada est un serviteur public qui n'est pas ici pour se défendre, et je trouve l'accusation du chef de l'opposition d'une gravité extrême, et s'il ne peut pas la justifier, il va sans doute vouloir mettre son siège en jeu.

[Traduction]

LES MESURES PRISES PAR LES FONCTIONNAIRES— L'ASSURANCE DONNÉE PAR LE GOUVERNEMENT

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Veut-il me dire pour quelle raison ses services ont sondé les milieux financiers et bancaires au sujet de la fermeture de la Banque Commerciale du Canada, début juillet, alors qu'à la fin mars, après son opération de renflouage de 255 millions, le gouvernement nous assurait que la banque survivrait et qu'elle serait rentable?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, nous nous sommes intéressés à la Banque Commerciale du Canada parce qu'il s'agissait là pour nous d'un important devoir, et au printemps nous avons arrêté un plan qui avait pour but de rendre cette institution viable. Il nous revenait de suivre l'activité de la banque, de surveiller son rôle dans l'économie, et c'est ce que nous avons fait pendant tout le printemps et l'été.

Ce faisant, nous avons agi de façon cohérente et réfléchi au nom des contribuables du pays.